

Références : 20231003_UID4243-EAR-23-318-RAP
Code AIOT : 0005601769

ST ETIENNE, le 03 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DIEHL POWER ELECTRONIC

Le Bourg
43300 Siaugues-Sainte-Marie

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2023 dans l'établissement DIEHL POWER ELECTRONIC implanté Le Bourg 43300 Siaugues-Sainte-Marie. L'inspection a été annoncée le 30/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale AN2023 - Sécheresse

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIEHL POWER ELECTRONIC
- Le Bourg 43300 Siaugues-Sainte-Marie
- Code AIOT : 0005601769
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

DPE est issue de la séparation en deux entités des activités de traitement électrolytique des métaux exercées par la société PEM, par cession en 2006 à une entreprise allemande (DIEHL). Cette dernière a créé la société DIEHL POWER ELECTRONIC (DPE) qui a repris alors une partie des personnels et matériels de PEM, devenue AST-PEM, qui reste propriétaire des terrains et des murs.

Il convient de noter que les locaux des deux établissements restent reliés par un sas et que les eaux industrielles de DPE sont traitées dans la station d'épuration de AST-PEM dans le cadre d'une convention liant les deux entreprises.

Le site est réglementé par Arrêté préfectoral n°DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012. Il fait l'objet d'une mise en demeure pour régulariser la situation de nouvelles lignes de traitement de surface. Il prépare par ailleurs une demande de Cas par Cas pour l'adaptation des bords des lignes déjà exploitées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale AN2023 - Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des constats

Bilan synthétique hors fiches de constats

L'exploitant doit étudier, en coopération avec son voisin AST-PEM les solutions techniques permettant de limiter les apports en polluants que sa station d'épuration ne sait pas traiter correctement

Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3	Arrêté Préfectoral du 19/10/2022, article Annexe5	/	Sans objet
4	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16	/	Sans objet
5	Consommation spécifique	Arrêté Préfectoral du 17/01/2012, article 8.1.3	/	Sans objet
6	Volumes d'activité	Arrêté Préfectoral du 17/01/2012, article 1.2.1	/	Sans objet
7	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 17/01/2012, article 8.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Préfectoral du 17/01/2012, article 04/01/2001	/	Sans objet
2	Sécheresse – gestion économe de l'eau	Code de l'environnement du 19/07/1976, article L211-1	/	Sans objet
12	Rejets aqueux VLE	Arrêté Préfectoral du 17/01/2012, article Annexe	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose d'un plan de sobriété hydrique qui démontre une économie substantielle (49 %) de ses prélèvements sur la ressource Eau. Il doit cependant :

- transmettre un plan des réseaux à jour
- établir la consommation spécifique (l/m² de surface traitée/fonction de rinçage) pour l'année en cours, et extrapoler ce résultat pour les années 2018 à 2022 sur la base des données disponibles (l/mètre linéaire traité)
- déposer au plus tôt la demande de Cas par Cas pour les bains cyanurés et les substances et mélanges relevant des rubriques 4xxx. Le cas échéant, un arrêté complémentaire sera proposé par l'inspection pour encadrer les risques particuliers engendrés par ces bains et substances
- placer sur rétentions sélectives les substances et mélanges incompatibles ; dans la mesure où le personnel n'est pas sensibilisé au sujet une information orale et par voie d'affichage sur les incompatibilités entre produits et matériaux est à réaliser le plus rapidement possible

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2012, article 04/01/2001
Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- Identification du ou des milieux de prélèvement- Plan des réseaux d'alimentation- Présence d'un (plusieurs) compteur(s)- Fréquence de relevé et maintenance (optionnel)- Volumes prélevés- Respect des volumes prescrits le cas échéant- Vérification de la déclaration des volumes dans GEREPP le cas échéant
Constats : <p>Le site est alimenté par son voisin AST-PEM qui prélève sur le réseau AEP de la commune et la source des Rieilles. L'exploitant connaît les consommations du site par un compteur principal et deux compteurs secondaires. L'alimentation des machines de traitement de surface est pilotée en tête de ligne aussi les consommations sont connues, tant en instantané si nécessaire qu'en relevé journalier.</p> <p>Les dirigeants ont assisté en juin à la Sous-Préfecture de Brioude à la réunion Sécheresse organisée par CCI dans le cadre du Plan régional sécheresse. Depuis, ils suivent le sujet et ont avancé sur un Plan de Sobriété Hydrique.</p> <p>Les dirigeants ont laissé leurs coordonnées et ont été mis dans la boucle des informations. Ils sont ainsi destinataires des mails d'alerte DREAL et CCI aux passages en vigilance, alerte et alerte renforcée.</p> <p>Le site établit un historique permanent des consommations sur les 3 compteurs principaux. Une consommation « cible » est fixée en fonction du niveau Sécheresse. Elle est de 151 m3/j en alerte renforcée (moins 10 % recherché par rapport à la situation d'alerte). Le relevé journalier est affiché pour que le personnel prenne connaissance des résultats obtenus et des efforts à accomplir</p> <p>En 2018, la consommation du site était de 326 m3/j en moyenne. En 2022, elle a été ramenée à 166 m3/j en moyenne, valeur maintenue sur 2023 avec une activité en croissance.</p>
Observations : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécheresse – gestion économe de l'eau

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/07/1976, article L211-1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dispositions prises pour économiser la ressource
Prescription contrôlée : <p>Actions menées pour réduire la consommation de manière pérenne</p>
Constats : <p>L'exploitant a fait procéder en 2020 à une étude sur ses consommations d'eau et les économies possibles. Il a mis en oeuvre les préconisations établies par son prestataire pour aboutir à une réduction significative des prélèvements :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - Pilotage des électrovannes sur fonctions de rinçage (objectif : bien calibrer les débits sur fonctions de rinçage : les buses restent contrôlées). Ainsi, depuis 2020, quand une cuve de traitement n'est pas activée, le bain de rinçage n'est pas activé non plus sauf pour compenser les pertes à l'entraînement. 3 conditions sont nécessaires pour déclencher le débit sur la fonction de rinçage suivant la cuve active (par exemple il faut que la pompe de la cuve de traitement soit activée). Le déploiement a été réalisé en 2021. De plus, une électrovanne est installée en tête de ligne pour arrêter les rinçages si la ligne n'est pas active - Alarme si la consommation d'une machine dépasse sa conso théorique. C'est une information, le conducteur regarde si cela correspond à un évènement particulier sur la production, ou fait le tour de la machine pour identifier le problème - Sur les cuves de traitement sont installés des rouleaux essoreurs, des glissières ou des soufflettes pour limiter l'entraînement de produits de traitement d'un bain actif vers le bain de rinçage et l'entraînement d'eau en sortie de rinçage (toutes les machines sont équipées). - Sur les lignes le refroidissement est assuré par circulation d'eau en boucle. Le circuit d'eau dé-ionisée a été refait avec des tuyaux de plus faible diamètre pour maintenir la pression tout en réduisant le débit - Réduction du volume des cuves : équipement de certaines cuves en ballasts, ligne future I23 est conçue avec des cuves de volume réduit. - Régénération de certains rinçages selon étude CETIM : le site a réalisé fait tout ce qui était possible techniquement sans changer de technologie de production - Rinçage par aspersion et par immersion. La plupart sont à triple cascade (1 immersion. 1 aspersion. 1 immersion).
<p>Observations : Deux actions sont en cours d'études pour réductions supplémentaires des consommations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter l'évaporation sur les baignoires - calcul de la consommation spécifique au m² traité : l'exploitant suit pour l'instant la consommation au mètre linéaire traité. <p>Actuellement aucun bain de rinçage n'est recyclé : mais le coût comparé au gain potentiel n'est pas forcément intéressant pour les lignes existantes sur lesquelles quelques baignoires seulement sont actifs en même temps.</p> <p>L'étude sur les consommations avait passé au crible des techniques de recyclage jusqu'à l'installation d'une STEP sur site. Les plus gros gains ont été obtenus par les actions réalisées, les gains potentiels de nouvelles actions seront plus marginaux, d'autant que le site donne à traiter à son voisin AST-PEM plus de 60 % de ses consommations qui retournent ainsi au milieu naturel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2022, article Annexe5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exemption des restrictions
<p>Prescription contrôlée : Sites pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (MTD, techniques les plus économes du secteur...) => Pour pouvoir bénéficier de ce 3eme critère d'adaptation : nécessité de réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional.</p>
<p>Constats : L'exploitant ne dispose pas encore du calcul de la consommation spécifique (l/m^2/fonction de rinçage) mais il suit une consommation rapportée au mètre linéaire traité. Cette consommation a été divisée par deux entre 2018 et 2022 :</p> <p><i>Consommation et rejet en valeur absolue :</i> <i>En consommation mensuelle : de 6000 m³/mois en moyenne à 3000 m³/mois en moyenne</i> <i>En mois courant 2700 m³ prélevé, 2400 m³ envoyés chez PEM pour traitement</i></p> <p><i>Consommation à l'euro de Chiffre d'affaires</i> <i>En 2018 3,1 l par euro de CA</i> <i>En 2022 1,5 l par euro de CA</i></p> <p><i>m³ consommé par million de mètres traités</i> <i>En 2018, 3866 m³ par million de mètres de feuillard traité</i> <i>En 2022, 1705 m³ par million de mètres de feuillard traité</i></p> <p><i>Le calcul pour connaître et suivre la consommation spécifique ($8 l/m^2$/fonction de rinçage) est en cours. La programmation des lignes de traitement sera modifiée pour automatiser le suivi de cette information. L'inspection propose de ne reprendre en historique que l'année en cours et d'établir un ratio "m² traité / m linéaire traité" pour estimer la consommation spécifique des exercices précédents.</i></p>
<p>Observations : Le suivi de la consommation spécifique est une obligation pour le site qui ne dispose pas, à ce jour, des informations permettant de justifier du respect d'une consommation de $8 l/m^2$/fonction de rinçage. Toutefois, la consommation rapportée au chiffre d'affaires et celle rapportée au mètre linéaire traité montrent des progrès significatifs, à confirmer par les calculs en cours.</p> <p>L'exploitant doit assurer à compter du 1er octobre 2023 le suivi de la consommation spécifique réglementaire; Il proposera au 15 janvier 2024 le calcul de la consommation spécifique 2023 et l'estimation de cette consommation spécifique pour les années 2018 à 2022.</p> <p>Les économies réalisées sur les consommations permettent une exemption de l'arrêté cadre sécheresse départemental et de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction de 49 % sur 2022 par rapport à 2018, passant de 6000 m³/mois en moyenne à 3000 m³/mois - En mois courant 2700 m³ prélevé, 2400 envoyés chez PEM pour traitement - En 2018 3,1 l par euro de CA ; en 2022 1,5 l par euro de CA

- En 2018, 3866 m3 consommés par million de mètres traités ; en 2022, 1705 m3 consommés par million de mètres traités
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16
Thème(s) : Actions nationales 2023, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a intégré un plan des réseaux à son Plan de sobriété hydrique mais devait encore l'affiner. Il a par ailleurs indiqué avoir procédé à la réfection complète du réseau "eau dé-ionisée" afin de réduire le diamètre des tuyauteries.
Observations : L'exploitant transmettra sous 15 jours le Plan de sobriété hydrique accompagné d'un plan des réseaux faisant apparaître en particulier les compteurs et débitmètres, ainsi que les électrovannes dont sont équipées les lignes de traitement de surface.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consommation spécifique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2012, article 8.1.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Consommation spécifique
Prescription contrôlée : La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder huit litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.
Constats : Voir constat n°3
Observations : Voir constat n°3
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Volumes d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2012, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Volumes d'activité
Prescription contrôlée : Rubrique 2565 : Volume total des bains actifs : 26 690 l
Constats : L'exploitant a fait connaître à l'Administration la situation actuelle du site concernant l'exploitation de 3 nouvelles lignes de traitement. Cette situation a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 1er septembre 2023 pour régularisation des nouvelles lignes. L'exploitant doit par ailleurs établir une demande de cas par cas pour réviser le tableau de classement de ses activités du fait de l'utilisation de bases cyanurés dans ses procédés alors que la sous-rubrique correspondante ne figure pas dans les activités autorisées. De même, les stockages de produits chimiques de traitement de surface (matières premières, bains actifs et bains usés) ont fait l'objet d'une évaluation précise au regard des rubriques 4xxx de la nomenclature et nécessitent la mise à jour du tableau de classement. Des prescriptions particulières seront éventuellement proposées par l'inspection au regard des impacts et risques qui ne font pas à ce jour l'objet d'un encadrement réglementaire, dans l'attente du dossier de demande d'autorisation environnementale que l'exploitant est en train de préparer.
Observations : Dépôt sous 1 mois d'une demande de cas par cas pour régularisation des matières premières, bains actifs et bains usés non encore réglementés au titre des rubriques 2565 et 4xxx
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2012, article 8.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, Rétentions libres
Prescription contrôlée : Toute chaîne de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes - 100 % de la capacité de la plus grande cuve - 50 % de la capacité totale des cuves associées.
Constats : Il a été constaté lors de la visite que deux cuves tampons, l'une d'acide l'autre de base cyanurée, étaient associées à une même rétention. Les cuves disposent de rétentions individuelles, les égouttages sont récupérés. Toutes les émissions aqueuses sont acheminées vers la station d'épuration du voisin AST-PEM.
Observations : Les cuves tampon d'acide et de base cyanurée sont à placer sur rétentions sélectives
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Rejets aqueux VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2012, article Annexe
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des VL de rejet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu naturel et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.
Constats : Le site donne les eaux issues de ses procédés de traitement de surface à son voisin AST-PEM qui les traite dans la STEP de son site. AST-PEM conduit actuellement une étude technico-économique pour définir les traitements nécessaires en complément des traitements physico-chimiques actuellement réalisés pour que le rejet final respecte la qualité du milieu récepteur (rivière la Fioule). L'inspection demande que DPE communique à AST-PEM les données relatives à ses rejets (volumes, qualité,...) pour que ce dernier tienne compte de l'ensemble des flux entrants dans sa station pour y réaliser les aménagements indispensables. DPE doit poursuivre ses réflexions pour participer à la réduction de la pression opérée sur le milieu récepteur La Fioule. Si un pré-traitement est envisageable sur son site pour des paramètres particuliers, l'étude correspondante est à conduire en coopération avec AST-PEM. Il en va de même de procédés de production alternatifs, tout progrès de DPE sur les impacts des procédés également appliqués chez AST-PEM seront utilement transférés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet